



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT
DE NORMANDIE**

Unité bi-départementale

Calvados Manche

N/Réf. : ERASS – 14 – 2022 - 391

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLEMENTAIRE PORTANT MODIFICATION DES
CONDITIONS D'EXPLOITATION DE LA CARRIERE EXPLOITEE PAR LA SOCIETE
LES CARRIERES D'ETAVAU
Commune de SAINT ANDRE SUR ORNE**

LE PRÉFET DU CALVADOS

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre I^{er}, ses titres I, II et IV du livre II et ses titres I à V du livre V ;
- Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 ;
- Vu** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** le décret du Président de la République du 30 mars 2022 portant nomination de Monsieur Thierry MOSIMANN en qualité de préfet du Calvados à compter du 27 avril 2022 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 28 février 2020 portant nomination de Monsieur Jean-Philippe VENNIN en qualité de secrétaire général de la préfecture du Calvados ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 28 avril 2003 modifié le 2 août 2021 autorisant la société Les carrières d'Etavaux, dont le siège social est situé au 105 Chemin Des Carrières à Mouen (14790) à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de roches massives (grès feldspathique) sur le territoire de la commune de Saint André sur Orne (14320) ;
- Vu** le dossier portant à la connaissance du préfet en date du 5 mai 2022 complété de ses 2 annexes des modifications sollicitées par la société Granulats de Basse Normandie en vue de renoncer au droit d'exploiter les parcelles section H n°145p, 146p et 147p ;
- Vu** le rapport et les propositions datés du 26 juillet 2022 de l'inspection des installations classées ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance du demandeur le 26 juillet 2022 ;
- Vu** l'absence d'observation présentée par le demandeur sur ce dossier par courriel du 26 juillet 2022 ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant qu'il n'est pas prévu, dans le cadre de la demande de modification sollicitée, de modifier les conditions d'exploitation telles qu'elles ont été autorisées par arrêté préfectoral du 28 avril 2003 modifié pour ce qui concerne le périmètre d'extraction, la cote de fond de fouille ou la production maximale ;

Considérant qu'il est prévu, dans le cadre de la demande de modification sollicitée, de modifier les conditions d'exploitation telles qu'elles ont été autorisées par arrêté préfectoral du 28 avril 2003 modifié pour ce qui concerne le périmètre d'extraction en partie centrale de la carrière, la cote de fond de remblaiement dans le bassin créé lors de la remise en état finale ;

Considérant que la demande de modification sollicitée des conditions d'exploitation présentée par la société Les carrières d'Etavaux, pour sa carrière dans le dossier de demande susvisé, n'est pas considérée comme substantielle au titre de l'article R.181-46-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que les dispositions du présent arrêté ne sont pas de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance du demandeur conformément aux dispositions du Code de l'environnement ;

Considérant l'avis émis par l'inspection des installations classées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture

ARRÊTE

ARTICLE 1 : MODIFICATION DE L'ARRÊTÉ

La société Les carrières d'Etavaux est tenue de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 28 avril 2003 modifié susvisé. L'arrêté préfectoral du 28 avril 2003 modifié autorisant la société Les carrières d'Etavaux, dont le siège social est situé au 105 Chemin Des Carrières à Mouen (14790) à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de roches massives (grès feldspathique) sur le territoire de la commune de Saint André sur Orne est modifié conformément aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 : PHASAGE ET ÉCHÉANCE

Les plans de phasage d'exploitation et de remise en état joints en annexes 1 et 2 au présent arrêté annulent et remplacent ceux annexés à l'arrêté préfectoral du 28 avril 2003 modifié susvisé.

ARTICLE 3 : MODALITÉS DE REMISE EN ÉTAT

L'article 32 de l'arrêté préfectoral du 28 avril 2003 susvisé est modifié par les dispositions suivantes :

- pour l'excavation côté Etavaux, la création d'un plan d'eau relié au plan d'eau créé côté Saint-André-sur-Orne avec cote du fond du plan d'eau à - 35m NGF ;
- pour l'excavation côté Saint-André-sur-Orne, la création d'un plan d'eau en partie centrale de la carrière relié au plan d'eau créé côté Etavaux avec cote du fond du plan d'eau à - 40m NGF.

Les longueurs de haies vives créées lors de la remise en état sont de 900 mètres linéaires hors reboisement du coteau au Sud-Ouest et des haies déjà en place au Sud-Est.

ARTICLE 4 : GARANTIES FINANCIÈRES

Les montants des garanties financières fixés par l'article 3 de l'arrêté du 28 avril 2003 susvisé sont ainsi modifiés pour les phases restant à exploiter à compter de la notification du présent arrêté :

- 398 914 euros TTC pour la période de la signature du présent arrêté au 31 décembre 2023 ;
- 399 185 euros TTC pour la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2028 ;
- 226 474 euros TTC pour la période du 1^{er} janvier 2029 jusqu'à la levée de l'obligation de garanties financières.

L'indice TP01 retenu pour le calcul de ces montants est celui de décembre 2021 [valeur =118,2] (JO du 17 mars 2022) soit un α actualisé de 1,2570 et TVA = 19,6%.

ARTICLE 5 : AUTRES DISPOSITIONS

L'ensemble des autres dispositions de l'arrêté préfectoral en date du 28 avril 2003 modifié susvisé demeure inchangé.

ARTICLE 4 : PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Calvados pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 5 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L.181-17 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.181-50 du Code de l'environnement, il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Caen :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Calvados.

La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° du présent article.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 6 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture du Calvados et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Caen, le 27 juillet 2022

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

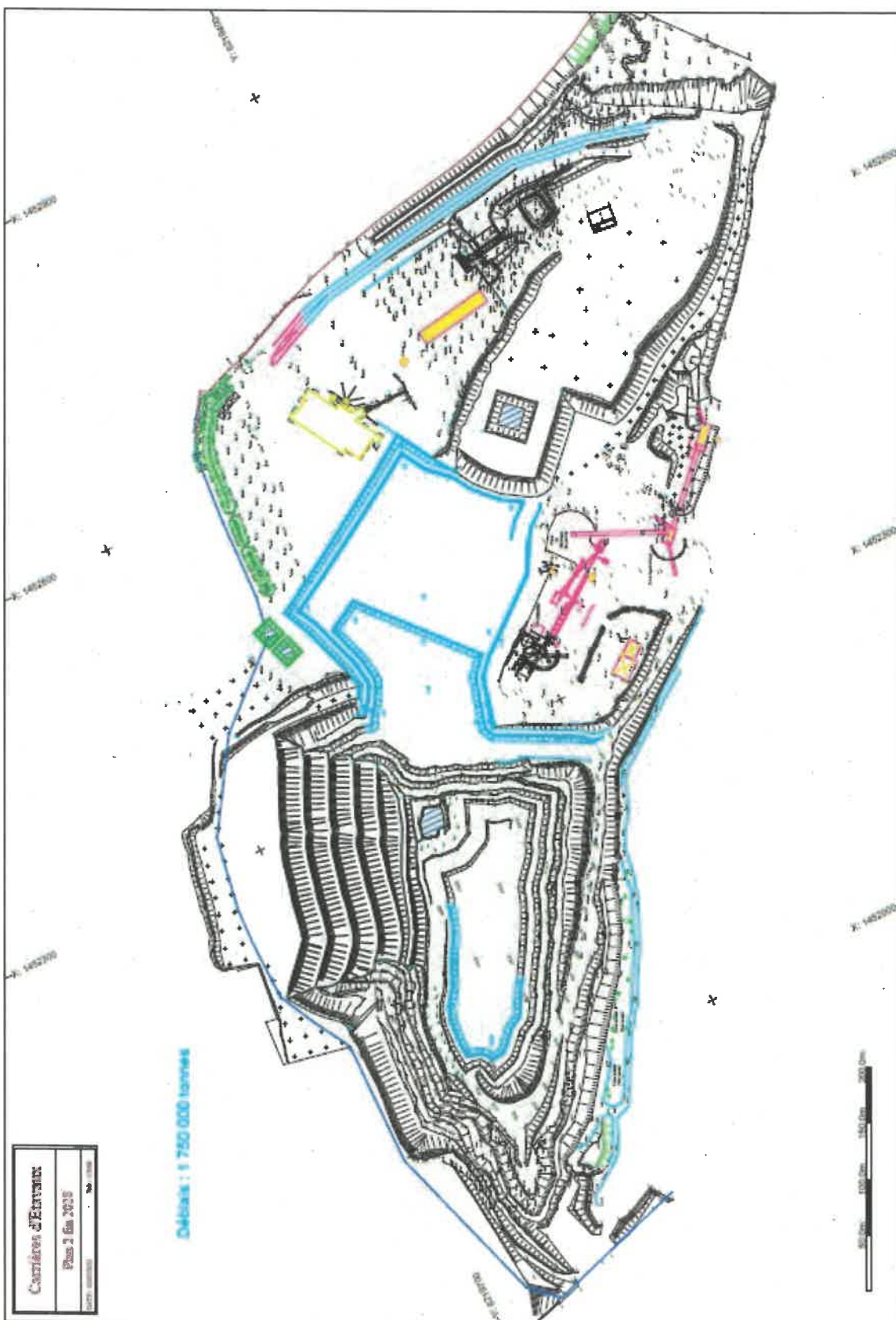
Jean-Philippe VENNIN

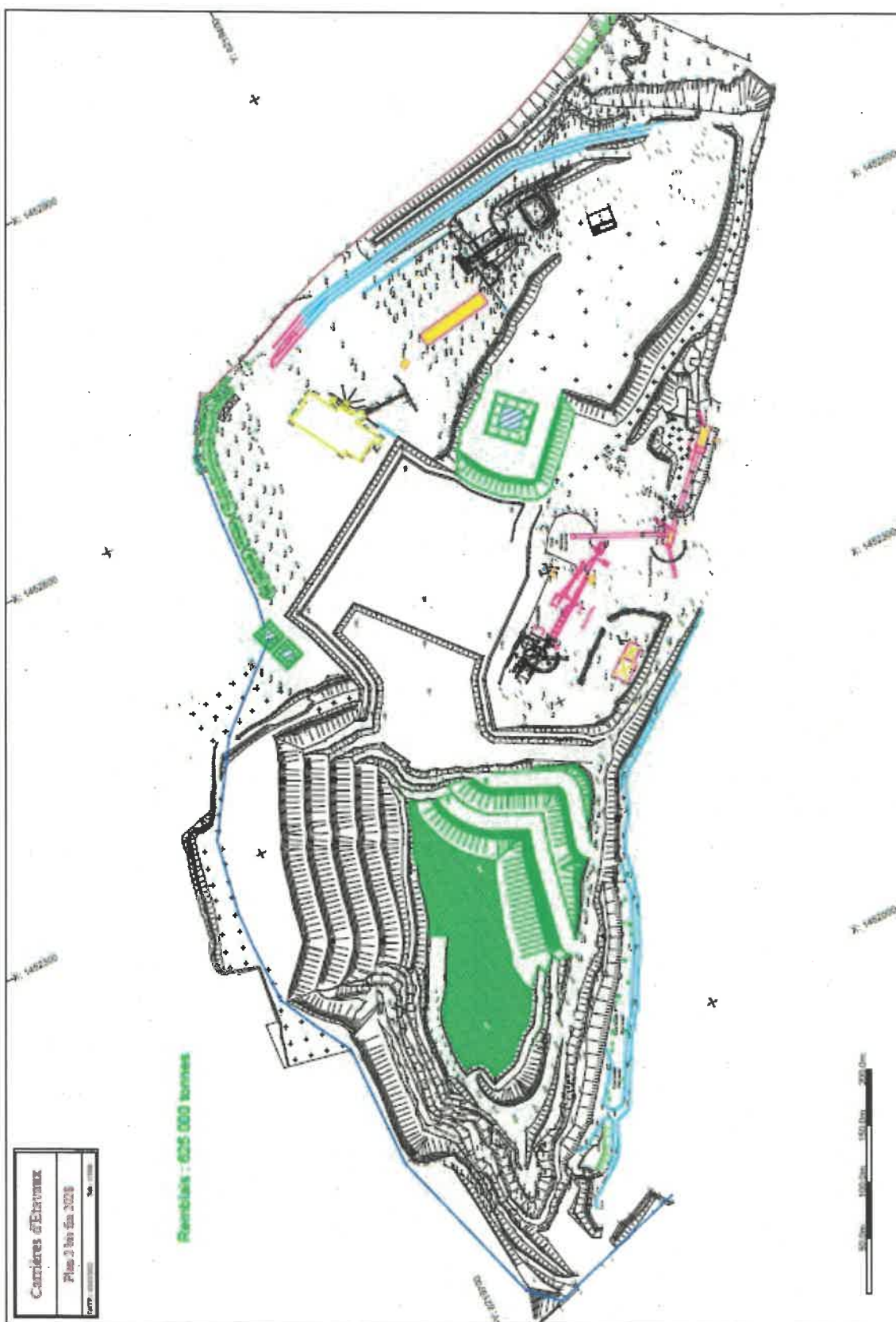
Une copie du présent arrêté est adressée à :

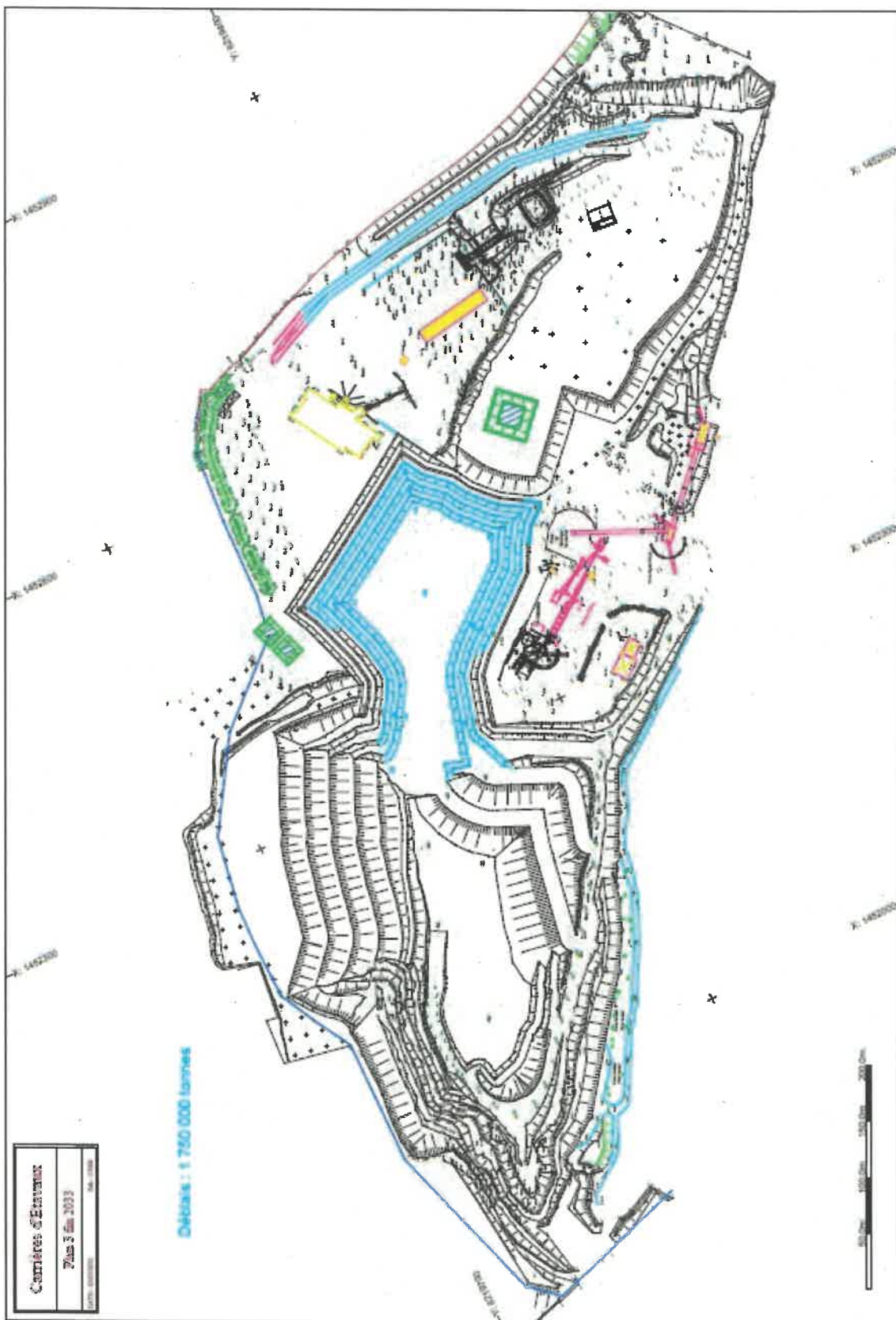
- au maire de Saint-André-sur-Orne ;
- au directeur de la société Les carrières d'Etavaux ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal) de Normandie,
- au chef de l'unité bi-départementale du Calvados et de la Manche – DREAL Normandie.

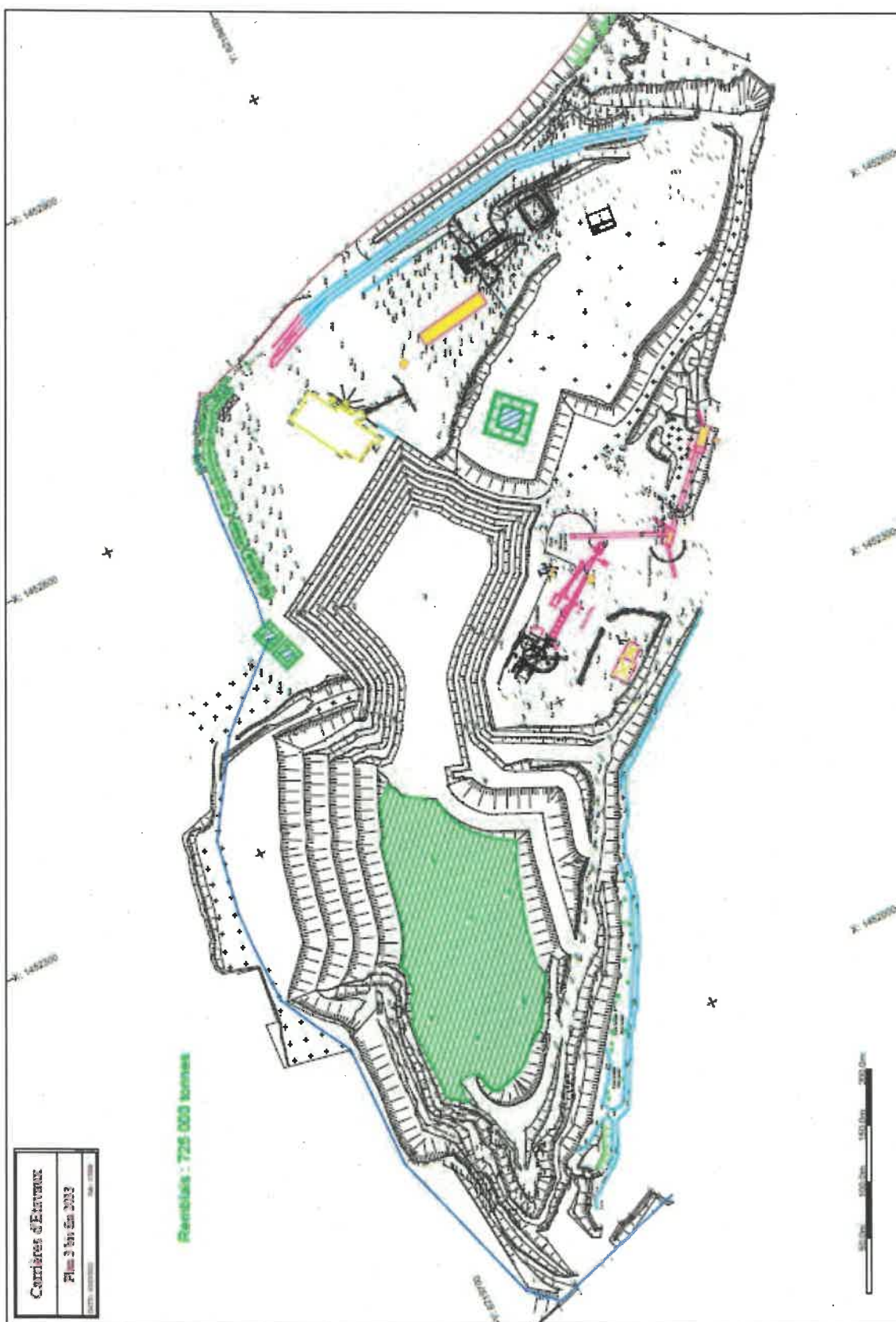
2

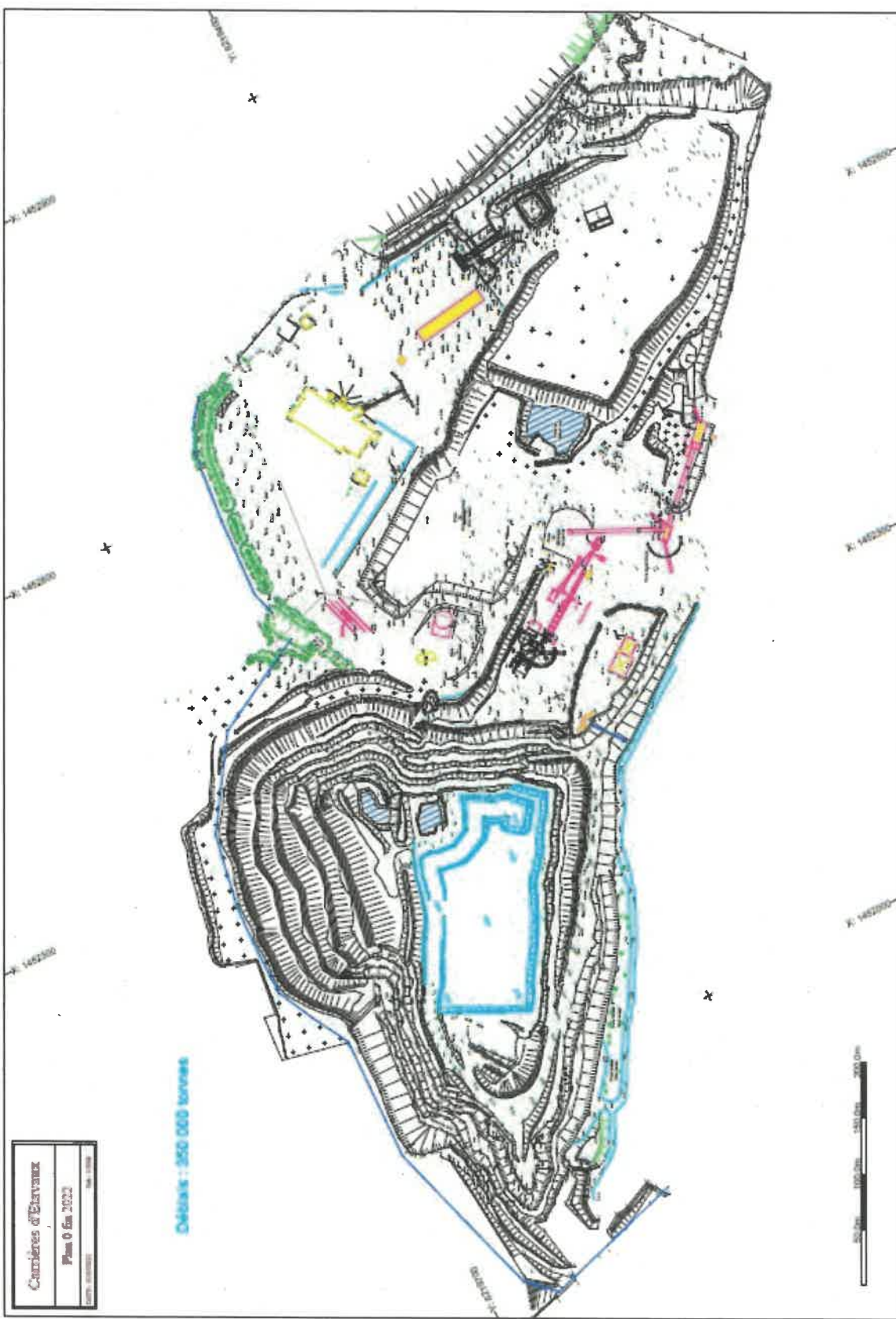
50 cm	100 cm	150 cm	200 cm
100 cm	100 cm	100 cm	100 cm

















Annexe 2 Plan de remise en état final

2033



	Usine d'agglomérés
	Surfaces d'infrastructures résiduelles (centrale à béton)
	Surfaces remises en état
	Plan d'eau
	Amenagement déjà réalisé (berges en pente douce)
	Amenagement supplémentaire prévu (berges en pente douce)

Conforter l'ourlet boisé en rive de l'Orne et les rives du site qui isolent le site de l'Orne et des espaces habités



Les franges

Il s'agit ici de consolider les épaisseurs végétales sur trois secteurs :

1. Le long de la rive de l'Orne
2. Sur le Nord, en complément des masses boisées existantes
3. Au sud, dans le prolongement du bosquet et de la grande haie de résineux.

La revégétalisation du site s'inspire des végétaux existant sur le site (voir Relevé sommaire des arbres et arbustes présents sur le site) et cherche ainsi à recomposer les ambiances rurales et bocagères du site.

Concernant les franges, les massifs de boisement type ripisylve le long de l'Orne seront privilégiés.

Pour les autres massifs, une végétation de ligneux permettra de réaliser une continuité des massifs existants.

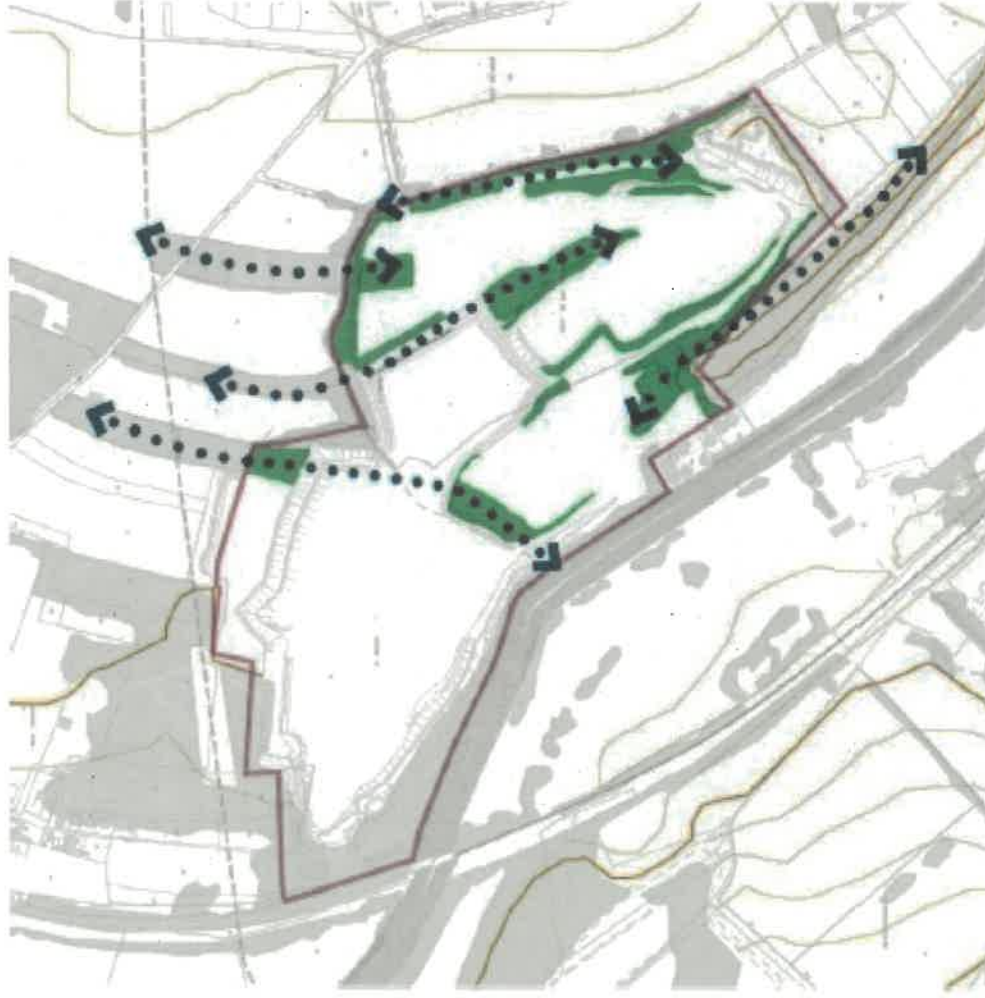
Stratégie végétale

Le projet de plantation comprend le reboisement en masse : ce dernier assure à la fois la cicatrisation du boisement préexistant et un filtre visuel pour les points de vue depuis la rive opposée. Ces reboisements comprennent ainsi deux étages successifs en fonction de leur position altimétrique :

- Arbres forestiers (strate haute)
- Arbustes et arbrisseaux de lisière (strate moyenne)
- Sous étage de bourrage



Poursuivre les bandes boisées qui rythment la fin du plateau



Les trames bocagères

Il s'agit ici de recomposer des grandes lignes bocagères qui structurent le paysage et recomposent des ambiances bucoliques et rurales.

Le jeu de ces grandes lignes aura également pour effet d'adoucir la perception du site depuis la rive opposée et de mettre en scène l'histoire industrielle du site.

Stratégie végétale

Les haies vives qui viennent restructurer le site et le débanaïser en créant une ambiance de bocage seront composées de :

- Arbres forestiers
- Arbustes et arbrisseaux de lisière
- Couvre-sols & sous-bois

Elles ont pour vocation à devenir infranchissables.

↔ Linéaire de haie vive

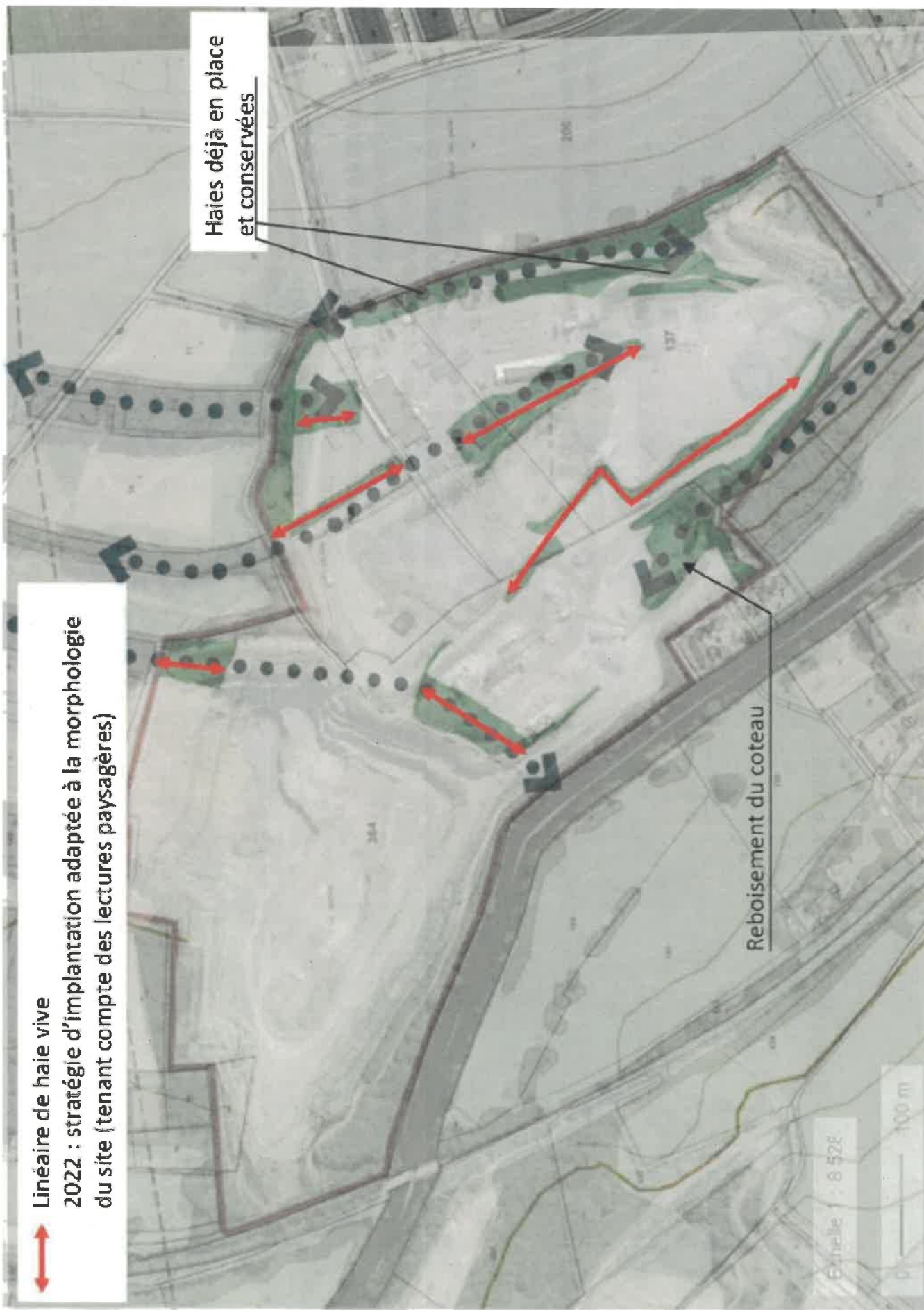
2022 : stratégie d'implantation adaptée à la morphologie du site (tenant compte des lectures paysagères)

Haies déjà en place et conservées

Reboisement du coteau

Échelle : 8 528

100 m



Réinstaller des prairies sur les différents plateaux hauts



Nouvelle configuration du site à terme

Les paysages à venir, au terme de l'exploitation, seront constituées de « petites pièces » paysagères qui auront toutes des ambiances différentes suivant leur exposition.

On distingue 3 ensembles :

- A l'entrée actuelle du site : compris entre 24 m NGF et 27 m NGF, cette surface est quasiment à hauteur des terrains alentour, c'est-à-dire, à la cote initiale du site avant exploitation.
- En léger contrebas, une deuxième clairière sera à la cote 20 m NGF ; elle aura une ambiance plus confidentielle (pas ou peu de relation visuelle avec les environs).
- Le troisième plateau qui sera à la cote 11 m NGF, sera en relation plus directe avec l'Orne et le plan d'eau.

Sur le plan écologique

- Compte tenu de l'importance surfacique prise par le plan d'eau (12 ha), il est prévu de créer un aménagement local qui favorise l'accès au plan d'eau par les espèces animales et favorise la colonisation végétale le long de la rive. Une berge sera spécifiquement aménagée en pente douce entre les banquettes + 5 et - 10 m NGF au droit de l'actuel accès au secteur Etavaux.

Cet aménagement sera complémentaire à celui déjà intégré au plan de remise en état et situé à la pointe ouest du secteur d'Etavaux. Une rampe descend d'ores et déjà de + 10 m NGF à + 2 m NGF.



